

ÉDITORIALMARC
LAMBRECHTS

La Commission européenne sanctionne

**Le vent tourne
pour les Gafa**

Google, Amazon, Facebook et Apple, les sociétés Gafa, sont dans le collimateur des autorités européennes. Parce qu'il s'agit de sociétés américaines? Non bien entendu, ce serait stupide.

Si elles sont régulièrement dans le viseur – hier, c'était Amazon et Apple –, c'est parce qu'elles sont des dominatrices mondiales, empêchant peut-être l'émergence de nouveaux acteurs innovants, et qu'en outre, elles pratiquent une optimisation fiscale, légale certes, mais qui profite amplement de la concurrence fiscale entre États.

Les sommes brassées par certains de ces acteurs sont phénoménales. Un seul exemple: Facebook a réalisé l'an dernier un bénéfice net de 10 milliards de dollars sur des revenus de 27 milliards. Qui dit mieux?

Oui, ces sociétés sont de véritables champions – dommage qu'aucun acteur européen ne rivalise avec elles – qui changent nos vies et nos comportements... mais qui doivent aussi se méfier de leur propre succès.

Ces véritables champions doivent se méfier de leur propre succès. Et d'un Occupy Silicon Valley.

Ce ne sont pas des gens de gauche qui l'affirment

mais bien une banque américaine: le prochain mouvement de contestation populaire pourrait s'appeler «Occupy Silicon Valley». Une référence directe au mouvement anti-

capitaliste «Occupy Wall Street» né en 2011. La firme Bank of America Merrill Lynch estime que l'ampleur prise par ces géants technologiques est telle que cela pourrait déclencher des «appels populistes» en faveur d'une redistribution d'une partie de la richesse concentrée dans la Silicon Valley. À titre d'exemple, la capitalisation boursière combinée de Google et Apple dépasse aujourd'hui le produit intérieur brut (PIB) de New York.

Ne pas voir le vent tourner serait une erreur de la part de ces géants. À titre personnel, Mark Zuckerberg de Facebook et Jeff Bezos d'Amazon se déclarent en faveur d'un revenu universel de base pour les citoyens, qui n'est autre qu'une redistribution de la richesse collective. Si on les prend au mot, il serait logique qu'ils contribuent de manière raisonnable et citoyenne à cette manne d'argent à redistribuer. Cela leur évitera un retour de bâton. Comme hier à la Commission européenne.